

## Déclaration liminaire

« Il y a dans notre société une tendance à dramatiser. Ce qui compte, c'est qu'il y a une belle rentrée aujourd'hui, c'est pratiquement celle où il y a le moins de problèmes sociaux et d'organisation. C'est l'une des meilleures rentrées que j'ai connues » : Ainsi Jean-Michel Blanquer, ministre de l'éducation nationale, s'exprimait sur les ondes début septembre.

Quelle belle rentrée en effet nous avons eue ! Le suicide de Christine Renon sur son lieu de travail à Pantin, des faits de violence toujours plus nombreux et allant jusqu'à entraîner la mort d'un élève aux Lilas, le démantèlement du statut à travers la loi de pulvérisation du service public votée en plein mois d'Août, une répression syndicale sans précédent, des conditions de rentrée catastrophiques avec des classes surchargées parfois sans enseignant, une réforme du lycée dont la mise en œuvre est un cauchemar sans nom et dont les E3C font l'objet d'une mobilisation historique en ce moment, la stigmatisation des élèves et des parents d'élèves de confession musulmane.... N'en jetez plus ! Quelle magnifique rentrée !

Les actions de résistance, très fortes en fin d'année scolaire dernière, se sont poursuivies cette année avec une mobilisation historique et toujours en cours contre la réforme des retraites, présentée de façon assez ignominieuse comme une réforme dans la droite ligne du Conseil National de la Résistance.

Une réforme systémique et paramétrique que nous rejetons en bloc et en détails. Ce système individualiste entérine la baisse du niveau des pensions et le recul de l'âge de départ à la retraite, suscitant énormément d'inquiétude pour tous les salariés. Ce sera particulièrement le cas dans la fonction publique. En renonçant au calcul des pensions sur les 6 derniers mois et en intégrant des primes très inégales, c'est une baisse mécanique et extrêmement importante du niveau des pensions qui est programmée. L'âge de départ à la retraite est également remis en cause par l'instauration d'un âge pivot.

Plusieurs journées de grève très largement majoritaires nationalement et au collège Pasteur avec des taux allant de 70 % à 90 % de grévistes ont jalonné les mois de décembre et janvier.

Face à cela, le locataire de la rue de Grenelle a multiplié les bobards et les provocations. Tout d'abord en prétendant que les enseignants feraient grève car ils n'auraient pas tout compris ! Puis en annonçant des taux fantaisistes de grévistes, calculés, inventés ou rêvés avant même le début des cours ! Il a ensuite estimé que fermer des écoles n'était pas normal, confirmant ainsi sa difficulté, déjà largement aperçue l'année dernière pendant la session du Bac, à accepter l'idée d'un droit de grève constitutionnel.

Comment dans ces conditions croire désormais notre ministre lorsqu'il nous parle de revalorisation ? S'agit-il du même ministre qui a gelé les mesures liées au PPCR de la majorité précédente ? S'agit-il du même ministre qui a gelé le point d'indice depuis son arrivée ? S'agit-il du même ministre qui, grand seigneur, nous promet une retraite de 1000 euros garantis pour une carrière complète ? S'agit-il du même ministre désormais ouvertement contredit par un rapport du conseil d'état, probablement un groupuscule de radicalisés ou une cellule dormante du terrorisme éducatif ?

Pour conserver le même niveau de pension qu'avec le système actuel, il faudrait doubler notre salaire dès aujourd'hui ! Sûrement pas donc instaurer un système de primes au plus « méritant », docile ou capable de répondre systématiquement favorablement aux injonctions de la hiérarchie. 30 euros par mois en plus sous réserve de redéfinition du métier, la belle affaire !

Le 19 janvier sur France Inter, Jean Michel Blanquer déclarait avoir le soutien de 99,9 % des enseignants.

C'est donc plus que jamais soudés et mobilisés que nous allons poursuivre, diversifier et amplifier nos actions, fiers d'être parmi les 0,1 % restants.

## Motion DHG

Nous devons donc nous prononcer ce soir sur une répartition construite sur la base d'une DHG drastique, nouvelle démonstration éclatante de la politique de démantèlement des services publics depuis 2 ans et demie.

Nous nous alarmons en premier lieu des effectifs par classe avec un E/D désormais à 26 . La DSSEN n'est plus en mesure de respecter les seuils historiques à 25 en établissement non classé ? Aucun problème, il suffit de remplacer le mot « seuil » par le mot « repère » ! Quelle incroyable hypocrisie !

Aux classes surchargées ajoutons le choix des heures supplémentaires à outrance, sous couvert de revalorisation salariale fantôme. Ce cocktail austéritaire désormais en place partout est le cheval de troie des suppressions de poste. Nous en payons fortement les conséquences au collège Pasteur avec deux postes supprimés cette année.

Dans plusieurs disciplines, les enseignants se voient contraints pour bénéficier de meilleures conditions de travail en classe d'absorber une quantité d'heures supplémentaires incompatible avec un travail de préparation de qualité. C'est inacceptable !

L'austérité budgétaire touche également les élèves les plus fragiles avec la réduction de 3h des horaires pour le dispositif ULIS. Quel scandale !

Par ailleurs, depuis 2 ans, nous sommes destinataires d'une enveloppe devoirs faits délirante de quasiment 700h, soit l'équivalent d'environ 20h de cartographie, pour un dispositif dont l'efficacité est plus que douteuse malgré des moyens hors normes ( environ 200 TP sur 2 ans dans le 93). Ces heures ne profitent que très peu aux élèves en difficultés et ne permettent en aucun cas d'améliorer les conditions d'apprentissage de l'ensemble d'une classe.

Dans ces conditions, nous ne pouvons donner quitus à une telle répartition , reflet d'une DHG que nous considérons comme indécente tant elle ne nous donne pas les moyens d'un enseignement de qualité.